

2013 JANVIER
ÉDITION
SPÉCIALE
XIII. ELA
CONGRÈS

ELA newsletter

Solidarité des Travailleurs Basques



Le 23 et 24 2013 janvier, ELA célébrera à Bilbao son XIII Congrès sous la devise Lankidetu! Unis-toi!

“LES GENS ET LEURS PROBLEMES SONT NOTRE RAISON D’ETRE”

Le XIII Congrès d’ELA se tiendra dans une conjoncture difficile de coupes de droits sociaux et de travail et avec une négociation collective détruite après les réformes de Zapatero et Rajoy. Laura Gonzalez de Txabarri, Responsable Internationale, rapporte la trame du débat interne important que vit le syndicat et insiste sur le fait que seule une réponse catégorique, collective et persistante parviendra à

arrêter les politiques néolibérales que nous subissons.

-Pourquoi choisir cette devise, Lankidetu!, Unis-toi?

-Nous tenons à insister sur le fait que le syndicat est l’instrument nécessaire et unique que nous avons pour répondre aux attaques que nous subissons travailleurs et travailleuses, citoyens et citoyennes. La devise souligne aussi le besoin d’un

syndicat proche des gens et que le travail syndical le plus authentique est précisément organiser les gens. C’est pourquoi nous affirmons que les travailleurs et travailleuses, nous sommes le moteur du syndicat.

Par ailleurs, la conception de classe est soulignée tout comme le besoin d’organisation et du travail collectif pour progresser dans la défense de nos droits.



Laura Gonzalez de Txabari

-Ce Congrès va se tenir dans une conjoncture très difficile.

-Si l'on ajoute aux coupes sociales et au démantèlement du modèle de négociation collective existant jusqu'à maintenant, la précarisation des contrats, l'appauvrissement en définitive de l'ensemble de la classe travailleuse, le moment actuel peut être qualifié d'authentique urgence sociale.

L'on calcule que dans l'État, 40% des travailleurs et travailleuses sont mille-euristes et au Pays Basque nous pourrions être aux alentours de 20%... C'est à dire des gens qui travaillent et qui sont pauvres.

Cependant nous n'avons pas un message de résignation ou de défaitisme: ELA, tout au long de ses 100 ans d'histoire a vécu des moments durs et compliqués et a toujours su relever le défi. Je suis sûr que nous y arriverons de nouveau.

-Quel est le profil des 736 congressistes qui décideront des lignes stratégiques du syndicat pour les années prochaines?

-66,58% d'entre eux sont des hommes et 33,4% des femmes, 3,39% de plus que lors du congrès précédent. La moyenne d'âge est de 42,4 ans et à peu près la moitié des délégués participent pour la première fois à un congrès confédéral, ce qui reflète le renouvellement continu du syndicat.

-Quels seront les moments forts du Congrès?

-D'abord la défense de la gestion réalisée durant les quatre dernières années qui sera soumise à l'évaluation des congressistes; la présenta-

tion de la motion et le débat postérieur qui marquera les lignes stratégiques de la confédération; l'élection du comité exécutif et l'approbation des résolutions sur des thèmes qui nous semblent importants et par rapport auxquels le syndicat marquera sa stratégie et sa position.

-Une proposition de comité exécutif sans changements. Sommes-nous face à un congrès de transition?

-Il n'y a pas de nouveautés par rapport aux membres de l'actuel Comité exécutif. Concernant les fonctions, Leire Txakartegi est proposée pour assumer le Dossier Immigration (jusqu'à ce jour responsabilité de Mitxel Lakuntza) et le Dossier Chômage, récemment créée.

Nous pensons qu'il s'agit d'une équipe expérimentée, unie, préparée pour diriger le syndicat dans les temps difficiles que nous vivons et pendant ceux qui viennent. Une équipe enthousiaste qui a envie de relever ce défi et cette responsabilité.

Une fois expliqué cela, je ne dirais pas qu'il s'agit d'un Congrès de transition parce que les temps actuels ne le sont pas et que le syndicat est quelque chose de vivant qui s'adapte continuellement à la réalité que nous devons vivre. À ELA il n'y a pas de grandes révolutions mais des évolutions très mûries et très partagées avant leur mise en pratique.

-Qu'en est-il de la réception des amendements au rapport général?

-Nous en sommes à la phase de collecte d'amendements qui enrichissent le texte original et qui seront soumises à débat et à discussion lors du congrès et nous sommes aussi en phase de formation. Il est prévu qu'entre les mois d'octobre et décembre, 2000 cadres du syndicat auront participé aux nombreux cours de formation organisés autour de la motion.

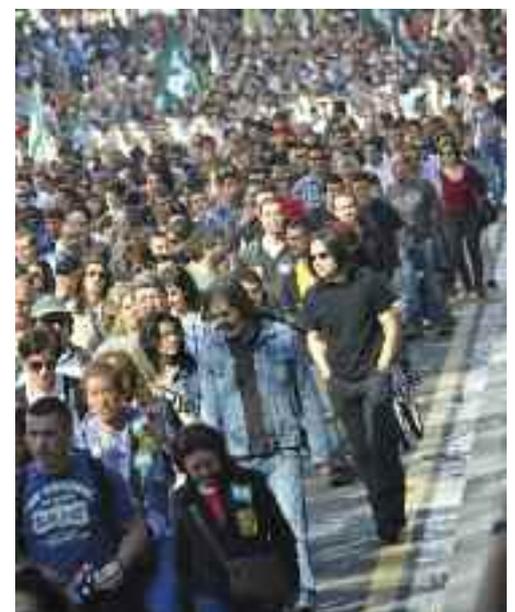
Une motion qui, disons-le, reflète notre travail actuel et qui oriente le travail à faire pendant la prochaine période. Il me semble qu'il faut donner une grande valeur au fait que pendant la période vécue ELA ait été capable de maintenir sa position de non-subordination aux pouvoirs politiques et économiques, qu'il ait été capable de donner sa vision critique de la réalité et de présenter des propositions. Ce Congrès vient ratifier

que c'est notre chemin, celui de l'autonomie syndicale et de la lutte. Rares sont ceux qui n'ont pas déduit encore que les organes de participation institutionnelle vides de contenu, le nommé dialogue social tel qu'il est entendu dans ce pays, ne servent qu'à légitimer des politiques contraires aux intérêts de la classe travailleuse et des citoyens en général. ELA n'a jamais accepté de participer à cette farce et ne le fera jamais.

-Pour la première fois dans l'histoire, ELA présente au Congrès une évolution négative de l'adhésion des quatre dernières années...

-S'il y a quelque chose qui caractérise notre organisation c'est bien la transparence. La tendance générale, à cause de la crise et de la situation économique essentiellement, rapporte un syndicalisme mondial qui perd des membres. Le fait est que pendant ces quatre ans il y a eu énormément d'adhésions mais, en même temps, des milliers de travailleurs et travailleuses ont été expulsés du marché du travail. Cela a eu des répercussions sur les chiffres de l'adhésion. Et nous nous retrouvons face au paradoxe du taux de pénétration le plus élevé de notre histoire à une période de chute de l'adhésion.

L'adhésion est essentielle dans le projet syndical d'ELA. Elle nous donne force et autonomie. C'est pourquoi nous devons améliorer encore notre organisation avec des plans de travail systématisés pour optimiser tout ce qui dépend de nous. Il dépend de nous d'être proche des gens, de leurs problèmes, de rallier le plus grand nombre de travailleurs/travailleuses à notre projet parce qu'ils sentent que c'est aussi le leur.



La motion à débattre lors du XIII congrès d'ELA qui définira la ligne stratégique du syndicat durant les quatre années prochaines, est divisé en quatre grandes parties et structuré par un même fil conducteur : les pouvoirs politique, économique et financier appliquent conjointement les politiques néolibérales sans aucune pudeur. Il ne reste donc qu'une seule possibilité au syndicat : s'organiser et se mobiliser. Nous recueillons dans les entretiens suivants les points principaux du dossier.



Joseba Villarreal analyse la situation actuelle de la négociation collective et avance les défis à relever les années prochaines

LA SYNDICALISATION, UN INSTRUMENT POUR NOTRE DEFENSE



-Dire maintenant que la négociation collective est en crise n'est pas nouveau.

-Non. Tous comme il est faux de dire que la Négociation collective est entrée en crise en 2008. Depuis longtemps nous perdions des positions (dans la distribution de la richesse, dans les garanties des travailleurs et travailleuses...) et nous souffrions les attaques de la patronale et de gouvernements à son service qui, ensemble, avaient rendu précaires les conditions de travail de la classe travailleuse.

Les réformes récentes de la Négociation collective ne font qu'aller plus avant dans ce chemin néolibéral dont l'objectif est, au bout du compte, de diminuer les salaires et qu'avec la crise gagnent encore ceux qui gagnaient pendant l'époque de croissance économique, c'est-à-dire le capital.

-Les dernières réformes normatives supposent un avant et un après en matière de relations du travail.

-D'une part, Zapatero a fait un pas vers la centralisation (en permettant que les conventions étatiques décident sur ce qui se négocie et où); et, d'autre part, Rajoy a laissé sans aucun effet le caractère de minimums, de seuil obligatoire, des con-

ventions provinciales sectorielles à faveur des conventions d'entreprise.

Plus encore, le gouvernement de Rajoy déséquilibre brutalement les relations de travail en octroyant une infinité de possibilités à la patronale pour enfoncer les coûts (c'est ce que nous représentons pour la patronale) en permettant pour ce faire des voies différentes : non application, modification substantielle des conditions de travail, fin de l'ultra-activité (la prolongation de la validité des conventions collectives au delà de leur durée normale d'application), etc....

Il est inutile de dire que les patronales sont ravies et souhaitent appliquer toutes les «bontés» que leurs offrent les dernières réformes. Elles l'ont dit de bien des façons : elles ne sont prêtes à rien négocier, pas même ce qui peut-être négocié selon la loi et moins encore à renoncer à une seule des possibilités qui leur sont offertes. Et en cela non plus il n'y a aucune différence entre les différentes patronales qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs.

-Les choses étant ainsi, quel est notre principal défi en matière de négociation collective?

-Notre défi est d'être plus présents et dans plus d'endroits et d'encourager la négociation partout où c'est possible, de travailler pour arriver à convertir les PME et les entreprises moyennes et grandes en espaces de négociation.

Dans l'industrie, notre défi passe par la généralisation de la négociation dans l'entreprise. À différence d'autres, nous ne renonçons pas à la négociation collective dans les PMES.

Quoiqu'il en soit ces réformes ont mis en évidence qu'il n'y a pas une seule recette pour tous les secteurs. Nous devons offrir à chaque secteur –dans le public aussi– un espace pour la lutte; la conquête d'un domaine de négociation qui oblige, qui crée le devoir, qui ne soit pas une simple «recommandation».

-Négociation collective et organisation vont de pair.

-Pour aller plus loin dans cette voie et pour relever les défis marqués il est indispensable de travailler de manière organisée et permanente sans laisser de place à l'improvisation: en informant, en touchant les gens, en partageant le diagnostic, dans chaque entreprise et dans chaque secteur.

La militance et l'adhésion vont être déterminantes. Sans militants et sans adhésion il est impossible de relever ce défi. La syndicalisation est la seule voie possible.

Tel doit être notre principal objectif: organiser les gens pour la lutte dans chaque entreprise, dans chaque centre de travail.

-La lutte, par conséquent sera indispensable pour obtenir de bonnes conventions...

-Aujourd'hui en plus de lutter pour l'emploi (priorité absolue), le salaire (indispensable pour la création d'emploi), la réduction des horaires de travail (elle peut être déterminante pour la création d'emploi), la réduction de la précarité, la santé au travail, les mesures pour la conciliation, etc., nous devons revendiquer et accorder des clauses qui feront face aux réformes: ultra-activité, non application, flexibilité, etc.

La perspective est difficile et cela sera dur, très dur mais cela vaudra la peine. Quoique l'on dise il n'y a pas d'autre voie possible.

- À quoi allons-nous nous engager pendant le Congrès si les délégués le décident?

-À ELA nous avons pris un engagement et nous lançons un appel à tous ceux qui sont prêts à partager revendications et confrontation.

À ELA nous avons toujours été ouverts aux alliances et nous le sommes aujourd'hui encore.

Mikel Noval, responsable de politique sociale

IL FAUT CHANGER LE MODELE ACTUEL DE PRODUCTION, DISTRIBUTION ET CONSOMMATION



-L'Europe n'est plus la panacée mais l'avant-garde néolibérale.

-En 2005, ELA a demandé le vote contraire au Traité de l'Union Européenne, en arguant qu'il donnait lettre de naturalisation à un projet européen qui rejetait le social, priorisait les intérêts du capital et ne respectait pas le droit à l'autodétermination des peuples. Ce qui s'est passé depuis lors ne fait que confirmer ce diagnostic. Aujourd'hui le processus européen essaie d'aller plus loin dans les politiques plus réactionnaires, basé sur les coupes de droits sociaux et professionnels. Il le fait d'une façon à chaque fois plus antidémocratique comme l'a démontré l'action de la dénommée Troika (Commission Européenne, Banque Centrale Européenne et Fond Monétaire International), qui est un instrument de domination avec lequel l'on prétend imposer aux peuples une politique qui répand dans toute l'Europe chômage et pauvreté.

-Les politiques de coupes qui priorisent la réduction de la dépense publique et en particulier la dépense sociale, nous ont menés à une situation aggravée.

-Pendant cette période entre congrès le chômage a doublé au Pays Basque. Plus de 220.000 personnes sont dans cette situation. Le taux de chômage dépasse 16% alors que la moyenne européenne, très élevée, n'atteint pas 11%. De surcroît, presque la moitié des personnes au chômage ne perçoivent aucune allocation chômage (ni contributive ni d'assistance).

-Les institutions se sont soumises aux diktats de la patronale.

-C'est une saignée. Les réformes du travail et de négociation collective ont facilité et rendu moins cher le licenciement. La protection sociale a été réduite au moyen des coupes des prestations de chômage, d'autres prestations sociales et à travers les coupes aux pensions accordées entre Zapatero, la CEOE et CCOO et UGT.

-Une de nos dénonces les plus répétées est que les partis qui ont l'option de pouvoir font les mêmes politiques.

-Les gouvernements du Pays Basque ont participé à la politique de coupes des allocations budgétaires destinées à la santé, à l'éducation, à la politique de logement, aux services sociaux, etc. La qualité des services publics a été érodée et l'on a opté pour privilégier les services privés. Le secteur privé de la santé gagne des parts de marché et ceux qui s'enrichissent aux dépens des besoins sociaux se réjouissent.

-L'on dit qu'il n'y a pas d'argent, ils coupent mais pratiquement personne ne parle des revenus : il

manque encore un débat en profondeur sur la fiscalité dans ce pays.

-La politique fiscale réalisée par les différentes administrations du Pays Basque est favorable aux intérêts de la patronale. Il n'y a pas eu de progrès en participation sociale et les rares changements approuvés ces dernières années ont même été dépassés par les décisions prises par le Gouvernement de Rajoy sur le IRPF ou sur l'Impôt sur les Sociétés. La politique fiscale actuelle est aussi responsable de la politique de coupes sociales qui s'appliquent à ce jour. Elle est aussi responsable de la politique d'appauvrissement généralisée de la population du Pays Basque.

-Qu'exige ELA?

-ELA réclame un changement radical des politiques publiques. Ces dernières années nous sommes allés plus loin dans la ligne d'élaboration de propositions aux institutions. Nous avons élaboré par exemple des propositions à l'action des différentes administrations du Pays Basque. Nous avons aussi exigé des engagements concrets à ceux qui se sont présentés aux élections au Parlement Basque le 21 octobre 2012.

-La démocratie est une caricature dans ce pays. Les institutions font la sourde oreille à nos demandes et à la clameur sociale.

-Nous savons que la raison ne suffit pas, les bonnes propositions non plus. Il nous faut améliorer notre corrélation de forces. Nous ne parviendrons à changer

les politiques que s'il y a une forte mobilisation sociale qui, de la rue, exige au pouvoir politique qu'il prenne un autre cap.

-Qu'exige ELA à ses camarades de lutte?

-ELA a participé à une ample Alliance d'organisations syndicales et sociales qui, durant 2012, a convoqué différentes mobilisations (y compris les grèves générales du 29 mars et du 26 septembre). Il est indispensable d'unir les forces avec toutes les organisations prêtes à travailler pour une accumulation qui partageront deux objectifs: le besoin d'un changement radical des politiques (les petits changements ne sont pas valables) et la non soumission à des stratégies gouvernementales ou de partis.

-Quels défis à court terme le syndicat s'est marqué par rapport au social?

-En plus d'insister sur la voie que nous avons suivie jusqu'à maintenant, la motion termine sur une réflexion sur le besoin qu'ELA s'implique davantage face à: la logique actuelle de croissance ne peut être assumée. Il est indispensable de changer radicalement le modèle actuel de production, de distribution et de consommation.

La décroissance de la sphère matérielle de l'économie va se produire et il s'agit de savoir si elle se produira avec des critères de justice ou en aggravant les inégalités actuelles et les problèmes. Si quelqu'un pense qu'il n'a rien à ce sujet, il commet une grave erreur.

Xabi Anza, Responsable de formation syndicale

CETTE SITUATION DE CRISE REPRESENTE UNE GRANDE OPPORTUNITE POUR LA SOUVERAINETE



'De nouvelles opportunités de construire la nation basque'. C'est le titre de l'un des points du rapport sur la conjoncture politique actuelle présenté par ELA. Comme le résume Xabi Anza, responsable de formation, l'objectif pour les quatre années prochaines sera la ratification de l'engagement que nous avons assumé envers la construction de la nation basque, la démocratie et les travailleurs.

-Concernant la conjoncture économique quelle est la réflexion qui se dégage du rapport?

-Les difficultés sont nombreuses, elles sont citées, et le rapport veut souligner que la crise que nous vivons représente une opportunité pour la souveraineté. Nous croyons que nous avons des opportunités de rejeter l'application mimétique des politiques de coupes structurelles qui se décident maintenant dans l'État. Et nous pensons que les institutions doivent désobéir et marquer leurs propres références, en défense des gens de la rue. La politique doit chercher, au niveau social et syndical, l'écho et les

alliances pour relever ce défi.

-Tu soulignes que la crise peut supposer une opportunité pour la souveraineté. Comment est-ce que cela se structure?

-Un vieux militant d'ELA avait l'habitude de dire que depuis les temps de la République, l'équilibre entre souverainistes et espagnolistes n'avait pas changé. Et nous pensons que c'est la clé du pari souverainiste: que la communauté soit capable d'assumer le commandement et les décisions sur les thèmes qui la concernent en tant que communauté. Et, dans des situations de crise, tout ce qui concerne le modèle de société est très important. Nous croyons que la désobéissance et la participation sociale peuvent devenir des éléments de politisation singulière face aux coupes que subit la plupart de la société. En définitive, nous parlons de prendre conscience de ce qui concerne une nation concrète qui doit assumer les commandes de ses propres défis. Tout cela de manière transversale car les coupes nous affectent tous, indépendamment de notre

identité culturelle, nationale ou politique. En suivant la voie sociale et le chemin marqué par la majorité sociale, la souveraineté est possible.

-Tu as commenté aussi le processus de recentralisation qui s'est produit ces dernières années. Pourquoi semble-t-il si difficile d'atteindre un accord pour la défense de minimums?

-La motion cite deux thèmes qui font obstacle à cette collaboration. D'une part, il y aurait la lutte pour l'hégémonie entre les deux grandes familles qui forment le souverainisme politique. C'est une lutte qui tend à la polarisation et qui a un objectif: faire basculer vers un pôle ou vers l'autre tout ce qui existe sur la scène politique et sociale, y compris le syndicalisme.

D'autre part, il y a la priorité que donnent tous les partis politiques qui ont l'option de gouverner dans une institution, à ce que nous pourrions appeler homologation institutionnelle. C'est à dire apparaître devant l'opinion publique comme parfaitement préparés pour gouverner. En définitive, leur compétence pour ce qu'ils appellent facilement «gérer». Je crois que le binôme hégémonie-gestion a des conséquences nombreuses et graves. Entre autres, la relativisation des éléments de classe et ne pas chercher des domaines de collaboration.

-C'est notre premier congrès depuis que l'ETA a décidé d'abandonner la lutte armée...

-Effectivement et, comme toute la société, nous sommes très heureux de la fin –de manière unilatérale– de cette partie si triste de notre histoire. Une fois dit, ce que nous n'aurions jamais pensé, à l'époque où nous sommes, c'est que l'État espagnol déclare qu'il n'a pas l'intention d'entamer le moindre processus de conversation. Tout autre gouvernement du monde, ou presque tous, auraient réagi d'une autre manière, se seraient efforcés d'aménager une transition définitive, d'une manière plus ou moins heureuse, en gérant l'abandon des armes ou la politique pénitentiaire.

Maintenir les codes de vengeance et l'attitude encouragée et développée pendant la longue décennie du dénommé pacte antiterroriste, met en évidence l'attitude de l'État. Cet été, par exemple, cette attitude était bien évidente dans le cas Uribetxerria (prisonnier malade terminal).

L'Espagne a laissé clair, une fois de plus, qu'il n'y a pas un seul groupe, institution, église ou parti politique capable de mettre en pratique une pédagogie politique minimale associée à la résolution de conflits et c'est très nuisible. L'attitude et les façons de faire de l'État nous portent à penser les conclusions suivantes: ils continuent à faire pression et appliquent leur logique de répression pour conditionner négativement la «transition corporative» du dénommé Mouvement de Libération Nationale Basque. C'est grave et nous devons le dénoncer.

Eustakio Uranga, responsable de l'organisation

IL FAUT ABSOLUMENT IMPLIQUER LA MILITANCE POUR POUVOIR REpondre AUX DEFIS EN TANT QUE SYNDICAT



Eustakio Uranga, responsable de l'organisation souligne la difficulté des défis que nous avons à relever en tant que syndicat pendant les années qui viennent. Conscient de la situation, il dit qu'il est indispensable d'impliquer la militance car c'est la meilleure garantie pour obtenir une organisation forte et solide. «L'attaque sauvage que subit la classe travailleuse fait qu'il est indispensable de renforcer l'organisation».

-Quatre années ont passé depuis le dernier Congrès et pendant cette période la classe travailleuse a subi de grandes attaques. Dans quelle situation nous laisse la conjoncture actuelle?

-La priorité d'ELA a toujours été l'organisation de la défense des travailleurs. Mais, si c'est possible, nous devons faire un effort supplémentaire pour aller plus loin. Il faut pour cela disposer d'une véritable organisation dans les entreprises et dans les communes pour relever les défis.

Ce n'est pas notre choix, cela nous a été imposé mais la réforme de la Négociation Collective a totalement changé les règles du jeu. Les

équilibres minimums ont été détruits à faveur de la patronale. Les accords provinciaux sectoriels qui cherchaient ces équilibres sont invalidés et la priorité est donnée à ceux de l'État ou des entreprises.

Ceci est un authentique défi lancé à ELA, au niveau de l'organisation aussi. Nous devons sans doute adapter notre modèle d'organisation, les normes de fonctionnement et les structures pour nous maintenir comme une institution solide qui travaille pour les travailleurs. Par conséquent, dans ce contexte, il nous faudra à partir de maintenant une organisation meilleure, une militance forte et engagée, pour pouvoir organiser les travailleurs dans les lieux de travail et lutter pour nos droits.

-Ces quatre années ont donc été dures...

-Plus que ça, très dures. Nos cadres et militants ont travaillé d'arrache-pied pendant ces quatre années. Et je tiens, au nom d'ELA à les remercier de cet effort et à les applaudir. Nos gens ont dû gérer des licenciements collectifs, des fermetures d'entreprises, des licenciements de travailleurs, des grèves, des négociations... avec tout ce que cela représente. Et, de surcroît, nous avons essayé de répondre à cette situation comme il se devait, par la lutte et la mobilisation. Il est indispensable de souligner ce que nous faisons.

-Dans cette conjoncture, comment pouvons-nous organiser le syndicat pour être plus effectifs?

-La période entre congrès a été une espèce de test sur l'organisation. Nous avons vu nos points forts, les domaines d'amélioration et les déficiences. Pour un syndicat de classe comme le notre il est très difficile de constater que les travailleurs perdent des positions dans ce contexte très dur. La corrélation de forces n'est pas seulement entre nos mains. Ce que nous avons entre les mains c'est l'analyse des possibilités d'améliora-

tion dans le cadre de l'organisation et la possibilité de tirer parti de ces possibilités.

ELA a plus de 100 ans et nous nous sommes adaptés continuellement aux différentes conjonctures. Cet effort continu d'adaptation a rendu notre organisation très vivante et cela nous permet, par exemple, de gérer la situation de crise actuelle.

-Un projet comme celui d'ELA ne peut être entendu sans prendre en compte le niveau d'adhésion et de représentation...

-Bien sûr, ce sont les principaux piliers qui soutiennent ELA. En ce qui concerne l'affiliation, il est vrai que nous ne sommes pas parvenus à avoir un solde positif pendant la période entre congrès mais notre taux d'adhésion parmi la population active a augmenté, conséquence de la grande montée du chômage. Depuis le dernier congrès des milliers de postes de travail ont été détruits mais il faut dire que dans cette époque de crise des milliers de travailleurs ont rejoint notre projet. Nous avons fait un grand travail d'affiliation et avons pu, heureusement, attirer des milliers de travailleurs. Nous sommes conscients de la grave situation économique que nous traversons mais il est indispensable de revenir vite aux résultats positifs. Grâce à l'adhésion, notre projet peut être encore indépendant autant politiquement que financièrement.

Les élections syndicales sont étroitement liées à l'adhésion. En plus de maintenir les résultats obtenus jusqu'à ce jour, nous devons gagner de l'espace, dans la mesure de nos possibilités. De nouveau nous avons obtenu une représentation élevée, bien plus que les autres syndicats. La seule condition pour pouvoir maintenir et améliorer nos conditions de travail passe par élargir notre représentation dans les élections syndicales et par notre affiliation.

**PLANCHE COMMÉMORATIVE DU
XIII CONGRES CONFEDERAL DE
L'ARTISTE JOSE LUIS ZUMETA**

